Bulletin 27 de l'AHCESR (automne 2003 – reconstitué par Claire Lemercier en 2019 à partir des fichiers rtf de Noëlle Dauphin)

SOMMAIRE

- Composition du bureau p. 2
- Le mot de la présidente p. 3

- **L'historiographie du communisme** (journée d'étude du 15mars 2003):

- Introduction générale, *Marie-Pierre Rey* p. 7

- Histoire du communisme, Histoire politique, *Marc Lazar* p. 9

- La politique extérieure de l'URSS: nouveaux apports historiographiques, *Marie-Pierre Rey* p. 13

- La question des politiques répressives en URSS, des aunées 30 au milieu des aunées 1950 réflexions sur un enjeu historiographique récent, *Nicolas Werth* p. 19

COMPOSITION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION

(depuis l'Assemblée générale du 23 novembre 2002)

ATTAL Frédéric (Orléans)
BOURILLON Florence (Paris XII)
BOZO Frédéric (Nantes)
CHASSAIGNE Philippe (Tours)
DARD Olivier (Paris X)
DAUPHIN Noëlle (Orléans), Responsable du *Bulletin*
DELMAS Bruno (Ecole des Chartes)
DU REAU Elisabeth (Paris III), Présidente
EL GAMMAL Jean (Nancy III), Secrétaire général
ENCREVE André (Paris XII), Vice-Président
FORCADE Olivier (Amiens)
GIRAULT Jacques (Paris XIII)
GUILLAUMIE Pierre (Bordeaux III), Président honoraire
LESCURE Jean-Claude (Grenoble)
LEYMARIE Michel (Lille III)
LUC Jean-Noël (Paris IV)
MANIGAND Christine (Le Mans), Trésorière
PETITEAU Natalie (Avignon)
PREVOTAT Jacques (Lille III)
REY Marie-Pierre (Paris J), Vice-Présidente
SALY Pierre (Paris I) Responsable de *l'Annuaire*
SIRINELLI Jean-François (IEP Paris), Président honoraire

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Le bulletin qui paraît en cet automne 2003 contient les communications sur l'historiographie du communisme et de l'Union soviétique présentées en mars dernier et rassemblées par Marie-Pierre Rey à partir des textes réunis par leurs auteurs. Que ceux-ci soient ici remerciés.

Vous trouverez également des précisions sur la prochaine assemblée générale du samedi 29novembre dont la date et le thème avaient été annoncés dans le petit bulletin d'informations de juillet. Je vous confirme donc cette date et la participation de Dominique BARJOT à cette séance [1].

Je vous invite à diffuser l'information par l'affichette jointe. Par ailleurs, je vous annonce que la séance de l'hiver 2004 sera organisée conjointement avec l'IHRIC le samedi 10janvier matin, 9 rue Malher, sur la question « **Paix, guerre et société au XXe siècle** » (qui coïncide avec le programme de l'agrégation).

Avec mon souvenir le meilleur,

Elisabeth du Réau

1. Samedi 29novembre 2003, 9, rue Malher 75004 Paris, Assemblée générale à 9 h 30. Intervention de Dominique BARJOT à 10 h 15 sur «les réformes en cours dans l'Université ».

HISTORIOGRAPHIE
DU COMMUNISME

Journée d'étude du
15mars 2003

HISTORIOGRAPHIE DU COMMUNISME

Journée d'étude du 15mars 2003

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Marie-Pierre Rey

L'ouverture des archives ex-soviétiques, bien que partielle et progressive, a été, à partir de 1993-94, à l'origine d'une véritable révolution psychologique autant qu'épistémologique puisque aux yeux des historiens ébahis autant que grisés, des pans entiers de documents nouveaux étaient désormais accessibles, constituant autant de clefs nouvelles permettant d'aborder la réalité complexe de 1'URSS et du mouvement communiste international ; un immense chantier, déroutant et vertigineux par son ampleur même, s'ouvrait aux historiens. Et le choc fut tel que, dans les premières années de cette ouverture, certains des historiens qui firent alors le voyage de Moscou et se hasardèrent dans les archives ex-soviétiques, éprouvèrent, tels des explorateurs en quête de terres vierges, le besoin de témoigner par écrit dans des revues scientifiques, de leur expérience de chercheur, ou plutôt de découvreurs d'archives. Dans le même temps, en Russie comme en France et dans le monde anglo-saxon, tel ou tel journaliste de faire à son tour le voyage, en vue de coups éditoriaux dans une quête frénétique d'une information jusque là inaccessible ou radicalement nouvelle.

Au-delà de ces comportements qui renvoient plus à des phénomènes de mode à étudier sur un plan sociologique qu'au territoire de l'historien, il paraît utile aujourd'hui de cerner ce corpus archivistique, d'en tracer un bilan et de s'interroger sur ce qu'il nous a apporté a-t-il révolutionné notre connaissance de 1'URSS et du mouvement communiste international ou l'a-t-il affinée ? l'a-t-il corrigée sur tel ou tel point? avons-nous avancé dans tous les aspects relatifs à l'histoire de l'URSS et du mouvement communiste ? ou observe-t-on au contraire des écarts d'un domaine à l'autre ? repère-t-on aujourd'hui des champs privilégiés dans lesquels notre savoir aurait substantiellement progressé ? en un mot, ces archives ont elles oui ou non bouleversé de manière radicale le regard précédemment porté par les historiens sur la réalité soviétique et celle du mouvement communiste international?

C'est à ces questions que cette journée d'études s'est efforcée d'apporter quelques éléments de réponse.

HISTOIRE DU COMMUNISME, HISTOIRE POLITIQUE

Marc Lazar

Ce texte entend pointer quelques caractéristiques de l'histoire du communisme et repérer les apports de cette dernière à l'histoire politique dans son ensemble.

Le communisme français une histoire controversée

Longtemps, l'histoire du communisme a été considérée comme impossible ou très difficile à faire. Tous les historiens qui ont dressé des bilans historiographiques le soulignent, On connaît les raisons de ce scepticisme : l'importance du PCF qui exacerbait les passions, son rapport instrumental et mensonger à l'histoire, « argile de l'idéologie » (Georges Lavau), la version officielle qu'il en proposa (des historiens du PCF sous l'égide de sa direction ont contribué à écrire un *Manuel d'histoire du PCF* publié en 1964), tout cela semblait rendre impossible la formation d'une histoire que je qualifierai d'académique.

Or, en dépit de ces obstacles et parfois des sarcasmes, le chemin parcouru est édifiant, en particulier depuis cette même date de 1964, où parallèlement au *Manuel*, Annie Kriegel soutenait en Sorbonne sa thèse d'État sur les origines du communisme français. L'histoire du communisme s'est imposée et nous disposons d'une accumulation de travaux de qualité sans commune mesure avec ce qui existe en Allemagne, en Italie, maintenant en Espagne, en Angleterre ou encore en Finlande, pour se limiter à l'Union européenne : maîtrises, DEA, thèses, ouvrages, colloques, séminaires de recherche, universitaires et chercheurs spécialistes du communisme sont nombreux, et une revue, *Communisme*, existe.

Il est vrai que cette histoire prête à controverses. Je me limite ici à évoquer les débats académiques. Je mentionne pour mémoire deux exemples : la controverse dans les années 60-80, entre d'une part Annie Kriegel et d'autre part «historiens communistes» qui travaillaient dans des institutions du PCF et les universitaires, par ailleurs communistes, hostiles à ses thèses, ou encore celle qui opposa la même Annie Kriegel au politologue Georges Lavau. Depuis l'ouverture des archives communistes, à l'Est ou en France, d'autres grandes controverses ont éclaté : par exemple, autour du *Livre noir du communisme* qui a eu un fort retentissement médiatique et politique, ou, davantage confinés aux cercles étroits de la recherche, à propos des biographies et des autobiographies, qui prêtent à des lectures opposées, et de l'appréciation du totalitarisme communiste.

A l'évidence, l'histoire du communisme français reste chaude et souvent les collègues non spécialistes du communisme s'en plaignent ou s'en amusent. Cela appelle deux remarques. Le communisme n'est pas le seul sujet brûlant ; que l'on pense, par exemple, à l'histoire de Vichy ou encore à l'histoire de la Première guerre mondiale. Par ailleurs, est-ce vraiment mal que de faire une histoire agitée ? Récemment, K. Pomian faisait remarquer que ce type de débats historiographiques fut longtemps envié par les historiens de l'Est qui étaient étouffés par une «histoire» officielle. La vivacité des débats et des affrontements fait avancer la connaissance, oblige à affûter les arguments et sert aussi de moteur aux recherches. A une seule condition : rester dans le registre des controverses, ne pas basculer dans les polémiques, ce qui, je le concède, n'est pas toujours le cas.

Les apports de l'histoire du communisme à l'histoire politique

Je mentionnerai trois apports principaux :

Le premier apport tient à ce que l'étude du communisme nous apprend de la France, pays qui fut un terrain de prédilection pour lui. Il me semble que le communisme, du fait de sa puissance, fonctionne comme un miroir déformant dans lequel se reflètent des traits particuliers de la culture politique française, avec, par exemple, la vigueur du sentiment révolutionnaire, l'importance de la conflictualité, l'imperfection de la construction démocratique de la République, le délicat problème de la représentation sociale, la faiblesse du libéralisme politique.

Le deuxième concerne les relations entre l'histoire politique et l'histoire sociale. Le communisme ne peut que lier ces deux histoires qui, en France, ont tendance à être dissociées et parfois à s'affronter durement. Les études surie communisme soulèvent le problème de l'articulation permanente entre les deux histoires, ce qui n'est pas la règle. Certains historiens privilégient la dimension sociétale du communisme, les autres la dimension téléologique, et cela nourrit leurs différends.

Le troisième apport tient à ce que les historiens du communisme ont toujours entretenu, et entretiennent

encore, des rapports étroits avec la sociologie, la science politique, l'anthropologie, voire la philosophie. A mon sens, il s'agit là d'un acquis fondamental de l'histoire du communisme qui devrait être systématisé dans toutes les variantes de l'histoire politique.

Pour conclure, je ne peux que m'interroger sur le rôle social de l'historien. En particulier, sur ses liens avec les médias et ses interventions dans le débat public. Je n'ai pas de solution et je me contente de soulever le problème car il est évident qu'il ne concerne pas que le communisme Quelle attitude l'historien doit-il adopter ? Répondre aux sollicitations incessantes (médias, débats, valorisation de la science qu'on appelait à une époque vulgarisation) semble inévitable, mais selon quelles modalités, sachant que, de toute façon, sa parole, sa posture, mais aussi sa production échappent à l'auteur ?

LA POLITIQUE EXERIEURE DE L'URSS : NOUVEAUX APPORTS HISTORIOGRAPHIQUES

Marie-Pierre Rey

Jusqu'à l'ouverture des archives, l'histoire de la diplomatie soviétique est restée, en dépit de quelques ouvrages majeurs dont ceux de l'historien E. Carr, une histoire tâtonnante car, en s'appuyant sur la lecture de la presse officielle soviétique et des archives de pays étrangers, les historiens occidentaux se trouvaient dans l'incapacité de cerner avec rigueur les perceptions et les mécanismes de décision à l'oeuvre dans cette diplomatie. Influencées par la nature des sources utilisées, leurs études tendaient à véhiculer des préjugés antisoviétiques ou à traiter des faits, sans rendre compte des intentions et des objectifs poursuivis par cette politique extérieure. Au même moment, en URSS, l'histoire de la diplomatie soviétique conduite par des historiens officiels véhiculait elle-même une lecture orientée, voire une mythologie; les relations internationales étaient appréhendées sous l'angle exclusif de la lutte des classes et reflétaient une opposition sommaire entre capitalisme et communisme.

Aujourd'hui, l'ouverture partielle et relative des archives ex-soviétiques permet une lecture plus sereine et plus rigoureuse de la diplomatie de 1'URSS. Toutefois, un certain nombre de difficultés demeurent. D'une part, parce que tous les fonds d'archives n'ont pas été ouverts aux historiens selon la même logique : ainsi, les archives du Komintern et du Parti ont été plus rapidement accessibles que celles du ministère des Affaires étrangères (MID). Et d'autre part, parce qu'à l'exception des fonds du Komintern et des fonds du MID ouverts pour les années 20 et pour la première moitié des années 30 dans un large souci de continuité chronologique, les archives ont été souvent déclassifiées de manière ponctuelle, sans linéarité, favorisant ainsi une approche «sensationnalïste» de l'histoire qui, riche en prétendues «révélations », ne s 'inscrit pas dans la continuité.

Les archives aujourd'hui disponibles sont de plusieurs types.

En ce qui concerne les archives publiques, le premier corpus est évidemment constitué des archives du *Narkomindel* (Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères) fondé en octobre 1917 et renommé *MID* à partir de 1946. Il respecte la loi adoptée par l'État russe qui, comme la loi française, fixe à trente ans le délai nécessaire à la communicabilité des documents. Mais si le délai des trente ans constitue une règle que l'on ne peut quasiment pas transgresser, il n'apporte pas pour autant de garantie et certains dossiers de plus de trente ans sont toujours fermés. De plus, et ce point est propre aux archives du MID, les chercheurs n'ont pas accès aux inventaires détaillés des fonds, ce qui les condamne à commander des archives sans trop savoir ce qu'ils y trouveront ou à se livrer à un travail minutieux et souvent fastidieux de décryptage du classement archivistique.

A ces archives directement liées à la sphère des relations extérieures, s'ajoutent les fonds du Parti communiste et du Komintern. Ils sont largement voire exhaustivement ouverts pour l'entre-deux-guerres, tandis que pour la période post-stalinienne, l'accès est possible mais pas systématique; en ce qui concerne les fonds du Département International, seule la période *1953-1957,* correspondant à l'ascension khrouchtchevienne, est pour l'instant ouverte à une consultation systématique.

Ces archives publiques se doublent, et c'est une nouveauté en Russie, d'archives de type privé. C'est le cas des archives Gorbatchev déposées à la fondation Gorbatchev, et au sein desquelles les fonds Zagladine et Tcherniaev constituent un extraordinaire matériau quant aux débats au sein de l'équipe entourant Gorbatchev et au mécanisme de prise de décision...

A ces archives inédites, s'ajoutent encore des documents publiés sous la forme de volumes d'archives souvent très conséquents. Les relations soviéto-italiennes et soviéto-israéliennes ont ainsi fait l'objet de publications réunissant des documents en provenance des archives dites présidentielles, c'est-à-dire des archives des Secrétaires Généraux par ailleurs largement fermées. Il faut également souligner l'existence de projets émanant le plus souvent d'universités anglo-saxonnes qui, en collaboration étroite avec la direction des services d'archives russes, ont permis la copie sur microfilms d'archives ex-soviétiques librement accessibles dans les centres de recherche de ces universités anglo-saxonnes. Deux collections d'archives microfilmées s'imposent par leur qualité : la collection Gale dans laquelle on trouve les sténogrammes des Plenums du CC pour la période 1941-1990 ; et la collection établie par la Hoover Institution à l'Université de Stanford, dite collection du fonds 89, qui, établie à l'heure de la Perestroîka, présente l'avantage de réunir des documents d'archives en provenance du Parti communiste, y compris pour les années 70 et 80. C'est au sein de ce fonds que l'on a pu par exemple accéder aux protocoles des séances du Politburo du PCUS au cours desquelles la question de l'intervention en Pologne a été débattue.

Toujours au registre des fonds déclassifiés par l'intermédiaire de centres de recherches occidentaux, il faut mentionner l'existence du *Cold War International History Project.* Créé il y a dix ans, il s'attache à déclassifier

des documents d'archives soviétiques et est-européennes et à les publier sous la forme de dossiers commentés. Ces sources sont d'une extrême richesse et ce projet se situe au coeur des recherches les plus en pointe sur la politique extérieure soviétique pour la période 1945-1991.

Enfin, à ce corpus déjà vaste, il faut encore ajouter depuis la libération de l'expression apportée par la Perestroïka, la publication de témoignages de diplomates et de grandes figures du Parti qui, par leurs Mémoires, donnent au cornus d'archives plus de densité et de chair.

Cet ensemble documentaire constitue donc un ensemble très riche, mais disparate: il tend d'une part à privilégier les années 1945-91 du fait des attentes et des pressions émanant des grands centres de recherches anglosaxons et il tend d'autre part à surreprésenter les relations Est-Ouest au détriment des relations Nord-Sud: qu'il s'agisse des archives du Parti ou du Ministère des Affaires étrangères (MID), peu de documents relatifs à la politique soviétique à l'égard du Tiers Monde ont été ouverts, à l'exception du Moyen Orient, où des fonds portant sur l'Egypte et Israël ont été déclassifiés.

Jeune par définition même, cette «nouvelle » histoire de la politique extérieure soviétique a permis des avancées très nettes dans certains champs.

Tout d'abord en ce qui concerne notre connaissance du « système » de la politique étrangère soviétique. L'on en sait aujourd'hui beaucoup plus quant à l'organisation de cette politique, fondée sur une logique duale et un fonctionnement bicéphale, partagé entre l'appareil d'État qui gère les relations inter-étatiques et l'appareil du Parti qui coiffe le mouvement communiste international. Les recherches en cours s'attachent à cerner les liens qui, des années 20 aux années 80, ont été entretenus par les deux machines : quelles passerelles observe-t-on entre les deux mondes, comment en vient-on à servir l'appareil d'État plutôt que celui du Parti ? les deux machines relèvent-elles de compétences complémentaires ? repère-t-on des logiques concurrentes, opposées ? ou la symbiose l'emporte-t-elle ? Les conclusions des historiens varient selon la période traitée : la complémentarité est réelle dans la période léniniste ; à la fin des années 20,
le MID prend l'ascendant sur un appareil communise de plus en plus instrumentalisé au service des intérêts de l'État soviétique, tandis que sous Khrouchtchev au contraire l'appareil communiste retrouve une certaine latitude avant de retourner dans l'ombre du MID dans les années Brejnev.

D'autre part l'on en sait beaucoup plus aujourd'hui quant à la prise de décision. C'est bien au sein du Politburo et plus encore dans l'entourage très restreint du Secrétaire Général que se prennent les décisions de politique extérieure. Sous Staline, l'hyper-concentration des décisions atteint son apogée en 1937 avec la mise en place d'une commission réduite qui s'octroie la procession de décision diplomatique au détriment du MID. A une moindre échelle, le phénomène se reproduit sous Khrouchtchev et Gorbatchev, tandis qu'au contraire les années Brejnev coïncident avec une plus grande collégialité dans le processus de décision diplomatique : c'est l'âge d'or du
MD.

Le rôle des instances périphériques, Armée, KGB... – dans l'élaboration de la politique extérieure soviétique reste encore à cerner ; dans les phases de crises aiguës, crises de Berlin et de Cuba, tensions polonaises, intervention en Afghanistan, le KGB et l'Armée ont été étroitement associés au processus de décision, mais qu'en a-t-il été durant les périodes de non crise ? Beaucoup d'interrogations demeurent...

L'ouverture des archives nous a également beaucoup apporté quant à la nature des liens unissant le PCUS aux autres partis communistes.

Les liens de vassalité et de dépendance idéologique, morale et financière, unissant le PC soviétique aux partis communistes non au pouvoir, ne sont plus sujets à caution même si l'on a pu repérer au sein de ces partis, et selon les périodes, des réticences voire des résistances devant l'hégémonie soviétique. Les recherches en cours s'intéressent aussi à la marge de manoeuvre et à l'influence qu'ont pu avoir, dans leurs relations avec Moscou, certains leaders communistes de l'Est. L'influence d'Ulbricht, dont on sait grâce aux travaux de Hope Harrison, qu'il fut à l'origine de la construction du mur de Berlin, est beaucoup mieux cernée ; de même celle de Mao qui se dessine très nettement dans ses entretiens avec Staline, déclassifiés et traduits par le CWIH.

L'historiographie récente a également beaucoup progressé quant à la question des objectifs et de la finalité de la politique extérieure soviétique. Ce thème n'est pas nouveau puisque, dès avant l'ouverture des archives, il faisait l'objet de débats vigoureux voire de polémiques autour de questions majeures à savoir : la politique extérieure soviétique répond-elle à des motivations idéologiques, et vise-t-elle l'expansion du communisme mondial ou a-t-on finalement affaire à une diplomatie essentiellement motivée par des intérêts d'État ? en un mot, la politique extérieure soviétique est-elle messianique ? ou relève-t-elle d'une approche pragmatique et réaliste ?

Faute d'accès aux archives présidentielles, ces questions complexes ne trouvent pas encore de réponse définitive. Mais les études récentes fondées sur des documents accessibles depuis peu (sur la question chinoise en 1927 ou la guerre d'Espagne) tendent à montrer que pour la période stalinienne d'avant guerre, c'est bien un objectif de puissance servi par des pratiques de realpolitik qui prévaut, tandis que la référence idéologique est

instrumentalisée, réduite au rang d'outil de cette politique de puissance. D'une manière plus générale, et en dépit de certains coups de poker, la politique extérieure soviétique s'avère sur le long terme plutôt pragmatique, relativement prudente, largement nourrie de représentations géopolitiques empruntées au MXC siècle (cf les ouvrages de Gabriel Gorodetsky) et peu aventureuse (cf les travaux de Laurent Rucker). Cependant, tout messianisme n'est pas absent de la grille d'analyse des diplomates et des décideurs soviétiques et ce messianisme a pu masquer certaines réalités, dont la question cruciale du coût de cette politique étrangère.

D'autres champs font également l'objet de recherches nouvelles : ainsi de la question du lien entre politique intérieure et politique extérieure ou bien encore des perceptions et des représentations des décideurs soviétiques à l'égard de l'Occident. Au-delà du discours officiel et souvent agressif à l'encontre de l'Ouest, l'on repère dans des documents internes aujourd'hui accessibles des références qui participent d'une vision inquiète voire paranoïaque des relations internationales. Complexe de la «citadelle assiégée », angoisse face au problème allemand relayée à la fin des années 60 par l'inquiétude face à la Chine, complexe d'infériorité par rapport à la puissance technologique américaine, tous ces éléments apparaissent aujourd'hui moins comme des propos de propagande que comme des références ayant influencé les perceptions et les pratiques des leaders soviétiques. Mais dans quelle mesure et jusqu'à quel point ? C'est une question qui reste encore ouverte.

En conclusion, riche de thématiques et de chantiers nouveaux, l'historiographie de la politique extérieure soviétique est aujourd'hui en pleine effervescence. Il reste encore beaucoup à faire mais les progrès substantiels accomplis depuis ces dix dernières années ne peuvent qu'être de bon augure pour un champ disciplinaire en mutation.

LA QUESTION DES POLITIQUES RÉPRESSIVES EN URSS, DES ANNÉES 30 AU MILIEU DES ANNÉES 1950 : RÉFLEXIONS SUR UN ENJEU HISTORIOGRAPHIQUE RÉCENT

Nicolas Werth

La question des politiques répressives en URSS dans les aunées 1930/ milieu des années 1950 constitue depuis une dizaine d'années l'un des sujets centraux explorés aussi bien par les historiens occidentaux que russes.

Pour les historiens russes, la question des répressions a longtemps constitué «l'une des taches blanches» de l'histoire soviétique, un secret «honteux » du régime et, dès la perestroïka, l'obligation morale et civique d'explorer ce pan de l'histoire se dessine. A ce propos, je signalerai le rôle majeur joué par l'association Memorial, créée au début de la perestroïka pour collecter auprès des citoyens la «mémoire» des répressions et du Goulag par des «sources orales» et des témoignages écrits (journaux intimes, par exemple).

Cette association a eu un immense succès « populaire » dans la seconde moitié des années 1980/début des années 1990, avec plus de 100 000 membres. La situation est plus difficile aujourd'hui et Memorial ne compte plus que quelques milliers de membres, mais elle réunit un « noyau dur » d'historiens dont Arsenii Roguinski, Nikita Petrov, Nikita Okhotin, Aleksanndr Gurianov, Irina Scherbakova ou Serguei Kokurin qui font un énorme travail.

Parmi les ouvrages les plus remarquables produits par cette équipe d'historiens, l'on peut évoquer des outils de travail et des encyclopédies comme *l'Annuaire des camps de travail en URSS, 1923-1960* (paru en 1999) qui donne une fiche signalétique des plus de 500 directions de camps et directions administratives du Goulag, comprenant le nom de la structure ou du camp avec un bref historique, son statut (camp spécial, colonie de travail, grand ensemble de camps, etc.), sa localisation géographique, ses activités économiques, les principales statistiques sur le nombre de détenus, des notices biographiques des chefs de camp, la localisation des archives du camp... L'on peut également signaler le *Dictionnaire encyclopédique des dirigeants du NKVD (1934-1941)*, paru en 1999, un recueil de documents sur les «structures administratives» de la police politique de 1917 à la fin des années 1950 et un important recueil de documents sur le Goulag paru en 2000 où sont exposées les principales orientations – histoire politique, histoire administrative, histoire économique, histoire sociale, histoire de la vie quotidienne et ethnographie du Goulag.

Parallèlement, Mémorial a mené dès sa création une activité plus proprement « mémorielle », avec l'établissement de listes de victimes de la répression, – fusillés de 1937-1938 et victimes de la Grande Terreur. Les diverses branches provinciales et locales de Mémorial ont ainsi rassemblé une base de données comprenant à ce jour plus de 640 000 noms de victimes des répressions.

Bien entendu, tous les historiens russes travaillant sur la question des répressions ne font pas partie de Mémorial et l'on compte aussi à l'Université plusieurs pôles de recherche importants dont celui de Sibérie occidentale, autour de l'équipe de Serguei Krasilnikov, grand spécialiste des « déportés spéciaux », en particulier des « dékoulakisés » déportés en masse en Sibérie occidentale au début des années 1930. Toutefois, surtout en province, ce sont souvent les branches particulièrement dynamiques de Mémorial (Carélie, dans l'Extrême-orient soviétique, – Magadan, par exemple –, dans l'Qural, à Perm, Omsk, Ekaterinbourg) qui fédère les jeunes chercheurs sur le champ de l'histoire des répressions.

Une autre orientation importante des études sur les politiques répressives est celle des «historiens agrariens », une école historique solidement constituée autour de grandes figures comme V.P.Danilov. V.P.Danilov dirige ainsi deux grands projets collectifs éclairant les politiques répressives vis-à-vis de la paysannerie dans les années 1930: un projet, presque achevé, de publication de cinq volumes de documents sur la tragédie des campagnes soviétiques qui couvre la période 1927-1939 (avec une équipe d'historiens américains), dirigé par Lynne Viola et un second projet déjà bien avancé (puisque 3 des 5 volumes prévus sont sortis) sur «les campagnes soviétiques dans les rapports de la police politique, 1918-1941»; ce dernier projet, russo-français, associe aux historiens russes la Maison des sciences de l'Homme (sous la coordination d'Alexis Berelowitch) et l'IHTP (avec moi-même). J'ai présenté et traduit, l'année dernière, une sélection des documents des deux premiers volumes couvrant les années 1918-1929 (guerre civile et NEP).

Enfin, un groupe d'historiens proches de l'Institut d'ethnographie et d'anthropologie de l'Académie des

sciences étudie un autre champ important des politiques répressives, à savoir les répressions dirigées contre les différents «peuples punis » de l'URSS. A la mort de Staline, 90 % des «déplacés spéciaux » – déportés sur simple mesure administrative – étaient des représentants de minorités ethniques. Le passage d'une répression centrée principalement sur des critères de classe (dékoulakisation, par ex) à une répression centrée sur des critères ethniques (déportations massives de peuples entiers – Tchetchènes, Allemands, peut-être Juifs) est en effet l'une des spécificités fortes du stalinisme et elle est bien soulignée par l'historiographie actuelle.

La question des politiques répressives a également constitué l'une des grandes orientations de l'historiographie occidentale sur le stalinisme. Dans les années 1970/1980, cette question a été au coeur des grands débats entre l'école «totalitariste » et l'école «révisionniste » et elle a suscité des interrogations sur deux questions clefs : la question de l'ampleur chiffrée de la répression et la question de la planification de cette répression ou au contraire de son caractère chaotique et non maîtrisé. L'ouverture partielle des archives à partir du début des années 1990 a permis de clarifier ces débats.

A la suite d'un grand nombre de publications tant russes qu'occidentales, la question des chiffres ne fait plus guère l'objet de débats. Les historiens ont pu croiser un grand nombre de sources statistiques émanant d'institutions différentes : du plus haut niveau de l'État-parti (« dossiers spéciaux» du Politburo, partiellement déclassifiés), des ministères de la Justice, du Parquet, des sources militaires, du ministère de l'Intérieur, de l'administration du Goulag (camps, prisons et « peuplements spéciaux »), jusqu'aux rapports de terrain relatant le chargement des convois de «dékoulakisés ». L'on dispose également de données fiables (rapports mensuels, semestriels, annuels) sur les flux d'entrée et de sortie de l'administration du Goulag concernant les détenus et les «déplacés spéciaux ». Et il est aujourd'hui possible d'évaluer avec précision l'ampleur et l'impact des différentes campagnes et mesures répressives dont celle de
1930-32.

La « dékoulakisation » fait exploser, en 1930-1932, les effectifs des camps de travail qui passent de quelques dizaines de milliers de détenus à plusieurs centaines de milliers ; c'est alors qu'est créée une catégorie spécifique de proscrits, les «déplacés spéciaux» : ils sont plus d' i 300 000 au début de
1932 (500 000 ont disparu, morts ou en fuite en deux ans, depuis le début de la « dékoulakisation ») au terme d'une « déportation-abandon » unique en son genre. Cette campagne, ou plutôt ces campagnes de dékoulakisation (il y en a cinq en 1930-1932, d'ampleur et de durée différentes) peuvent aujourd'hui être suivies depuis les décisions prises au plus haut niveau, les débats et les conflits entre les diverses administrations chargées de l'arrestation, de la déportation, de l'installation des proscrits, jusqu'aux « feuilles de route» des convois conservées dans les archives du Département transports de l'OGPU, jusqu'aux rapports locaux des administrations en charge des déportés. Et l'on peut même évaluer, ponctuellement, la «sociologie » des déportés, les taux de mortalité pour tel ou tel groupe (particulièrement élevé pour les enfants en bas âge et les vieillards), ainsi que la proportion, très élevée dans les premiers temps, des déportés ayant réussi à s'enfuir (jusqu'à 20-25 % dans certaines régions, en 1930-1931)...

L'approche empirique, «positiviste» de pionniers de la «statistique goulaguienne », tels Viktor Zemskov, Aleksandr Dugin ou Nikolaï Bugaï, qui, dès le début des années 1990, avaient ouvert toute une série de chantiers sur les « chiffres » de la répression stalinienne, a donc rapidement débouché sur toute une série de questionnements beaucoup plus complexes tournant autour :

– des mécanismes de prise de décision des grandes campagnes répressives ; des processus de mise en oeuvre, par les appareils légaux et extra-légaux, de ces campagnes;

– des interactions entre les niveaux central et local (l'importance des initiatives locales variant considérablement; avec plus de marge d'autonomie au début des années 1930 que vingt ans après). On a ainsi pu étudier, sur certains exemples comme la « Grande Terreur » de 1937-1938, la dynamique de « dépassement des quotas d'arrestation et d'exécution» autorisés au départ par le Centre et «pulvérisés» par les responsables locaux du NKVD, dans une sorte d'émulation encouragée par Moscou qui ne manquait jamais de « ratifier à la hausse » les « suppléments » demandés par les organes régionaux (cf: mon article « Repenser la Grande Terreur », in *Le Débat* de novembre-décembre 2002);

– de l'évolution des «technologies » de la violence de masse : on a pu étudier, par exemple, les changements dans l'organisation des déportations de masse, beaucoup mieux structurées, du point de vue logistique, durant la guerre que dix ans plus tôt. Dans le cas de la déportation, en trois jours,
d'environ un demi-million de Tchetchènes et d'Ingouches (opération mise en oeuvre par 119 000 hommes des troupes spéciales du NKVD), on est loin du chaos des premières vagues de déportation-abandon des «koulaks» au début de 1930, les «déplacés spéciaux» passant des mois dans des convois sans destination, aucune coordination n'ayant été assurée entre les services (OGPU) responsables de la déportation et les autorités locales chargées de «l'accueil» des déportés.

Toutes ces questions ont été largement débattues dans l'historiographie du nazisme et, de ce point de vue, les comparaisons aujourd'hui possibles et pertinentes intègrent aussi le problème du développement décalé

d'historiographies parallèles (comme nous l'avons fait dans l'ouvrage collectif de l'IHTP- *Stalinisme et nazisme).*

Ces questions – qui sont autant de pistes et de champs de recherche nouveaux – nous permettent de mieux comprendre la complexité de ce qui apparaît non comme un phénomène unique, une politique uniforme de «terreur» alimentée exclusivement par l'Idéologie, mais comme des politiques répressives d'ampleur et de formes différentes, reflétant les transformations du régime lui-même dans un environnement international changeant et un monde en évolution.

La violence politique stalinienne fut une violence à géométrie variable, caractérisée par des niveaux d'intensité différents, des déplacements continus, des cibles changeantes, des enchaînements souvent imprévisibles, une «pulsation» très spécifique alternant accélérations, paroxysmes répressifs et coups de frein marqués par des amnisties de plus ou moins grande ampleur.

La mise en oeuvre de ces politiques répressives différentes, organisées le plus souvent en «campagnes» de plus ou moins grande intensité et violence (la plus meurtrière étant la « Grande terreur » de 1937/1938, marquée par l'arrestation de plus d'un million et demi de personnes et l'exécution, pour partie sur la base de « quotas », de plus de 800 000 individus) pose la question de leurs enchaînements, de la part respective d'un « Grand projet» idéologique, programmatique sur le long terme, et de la part de l'improvisation, de la fuite en avant, de la terreur et de la violence comme réponses à un enchaînement non maîtrisé de crises sociales déclenchées par la politique volontariste de transformation de la société.

Si la part de l'impulsion du Centre – et de Staline en particulier – a été réévaluée à la hausse (y compris par les historiens « révisionnistes» qui avaient insisté avec force sur les limites de «l'initiative d'en-haut », tels J. Arch Getty), on manque encore – et sur ce point, le retard par rapport à l'historiographie du nazisme reste très important – d'études sur les «bourreaux », les «perpetrators », les participants de base, la piétaille du NKVD qui avait pour mission de «remplir les quotas d'arrestation ou d'exécution » ou de déporter en masse les «koulaks » ou les Tchetchènes. Mais aussi d'une micro-histoire qui permettrait d'analyser, à l'échelle d'un quartier urbain ou d'une stanitsa cosaque, les tensions sociales, les conflits ethniques, les rapports « entre voisins », en un mot qui permettrait de comprendre quelle fut réellement la part des violences sociales d'en bas dans la mise en oeuvre de telle ou telle politique répressive décrétée «en-haut ».